

taux de l'accumulation, sur la nécessité d'un correctif prolétarien aux tendances inévitables de l'Etat de s'écarter des règles d'une économie prolétarienne pour entrer dans le domaine compétitif de l'économie internationale en vue d'obtenir une plus haute et rentable production industrielle. Au point de vue politique, la thèse centrale que l'Etat sert à la lutte contre les velléités réactionnaires des classes vaincues ne nous paraît nullement suffisante en face d'une expérience qui prouve la possibilité d'arriver à un monopole essentiel de la domination de l'Etat et du parti dans l'Etat, à l'évincement total des anciennes classes exploiteuses tout en aboutissant à un renversement absolu de la fonction de cet Etat devenu un instrument de la contre-révolution mondiale. A ce sujet aussi, il nous faudra un correctif prolétarien et il s'agit d'en établir non seulement les fondements, mais aussi les possibilités réelles.

Considérant — suivant Engels — l'Etat comme un fléau dont hérite le prolétariat, nous garderons, à son égard, une méfiance presque instinctive et c'est du côté du parti que nous dirigerons notre vision en posant comme condition primaire que la direction de l'action générale du prolétariat vainqueur ne peut appartenir qu'à l'Internationale politique, seul organe capable de conduire la classe ouvrière des différents pays à la victoire. Mais cette considération générale ne nous dispense pas de la solution des problèmes tenant à l'organisation même de la dictature du prolétariat, à l'exercice de la dictature du parti communiste. Il nous faut tout d'abord donner la justification de cette dernière notion, tout en tenant compte de l'impossibilité d'arriver, en une phase qui s'appelle de transition à des notions fixes, complètes, ne souffrant aucune contradiction logique et exemptes de toute idée de transition. A notre avis, les multiples contrastes donnant vie à la victoire du prolétariat en une partie seule du monde ne peuvent avoir d'autre résultat que de faire apparaître les solutions politiques concernant l'organisation de la dictature du prolétariat sous leur angle réel et nullement comme un processus logique où chaque partie se relie au tout. Nous devons, par contre, reconnaître dès l'abord que des contradictions se présenteront et leur solution ne peut jamais être trouvée dans les limites territoriales de l'Etat prolétarien, mais au delà, dans des considérations internationales de la lutte ouvrière et so. les auspices de l'Internationale prolétarienne.

Dictature du parti ne peut devenir, par souci d'un schéma logique, imposition à la classe ouvrière des solutions arrêtées par le parti, ne peut surtout pas signifier que le parti puisse

s'appuyer sur les organes répressifs de l'Etat pour éteindre toute voix discordante en se basant sur l'axiome que toute critique, toute position provenant d'autres courants ouvriers est, par cela même, contre-révolutionnaire, ou, en germe, un attentat au pouvoir prolétarien, ou bien, enfin, une possibilité qui s'ouvre pour l'ennemi, de se frayer un chemin au travers de la division de la classe ouvrière résultant d'une lutte de tendance, ou de fractions. Dictature du parti communiste ne peut signifier autre chose qu'affirmation claire d'un effort, d'une tentative historique que va faire le parti de la classe ouvrière. Ce parti ne posera pas comme un axiome que tout ce qu'il fera est juste pour le prolétariat, ou que c'est seulement de son sein que surgiront les solutions valables pour la cause révolutionnaire. Par contre, ce parti proclamera sa candidature pour représenter l'ensemble de la classe ouvrière dans le cours compliqué de son évolution en vue d'atteindre — sous la direction de l'Internationale — le but final de la révolution mondiale. Encore faut-il que les supports de classe existent et puissent agir dans leur pleine ampleur, sans le moindre obstacle venant des organes répressifs de l'Etat. Ainsi, le chemin spécifique où peut s'effectuer et s'épancher ensuite la conscience de classe des ouvriers, est celui de la lutte pour les revendications immédiates, qui constituent, d'autre part, un correctif indispensable pour retenir l'Etat dans les rails de la révolution prolétarienne. Les organisations syndicales représentent donc, à notre avis, un des supports essentiels pour l'œuvre du parti. En leur sein, les prémisses nécessaires pour faire confluer l'activité déterminée autour de la sauvegarde des intérêts immédiats des ouvriers vers les intérêts historiques et finaux du prolétariat, consistent dans la construction des fractions politiques qui doivent être reconnues non seulement pour le parti communiste, mais aussi pour tous les autres courants agissant au sein de la masse, qu'ils soient anarchistes ou socialistes.

Ici nous voulons rencontrer de suite une réponse polémique qui semblerait devoir détruire toute notre argumentation. Si l'on reconnaît la faculté aux anarchistes ou aux socialistes de construire leurs fractions au sein des syndicats, d'avoir, à cet effet, une presse, un réseau d'organisation, pourquoi ne leur donne-t-on pas la possibilité de former des partis? Et, dans ce cas, où va donc la théorie de la dictature du prolétariat? Ou bien encore, pourrait-on nous dire : les fractions au sein des syndicats sont en même temps des organismes politiques et même, si on ne leur donne pas la possibilité de former d'autres partis hors le parti communiste, nous

ne serions plus dans la période de la dictature du parti communiste, puisqu'il existerait déjà des organisations au sein des syndicats, expressions médiates ou immédiates des partis politiques. Nous avons déjà dit que l'idée même de la période de transition ne permet pas d'arriver à des notions toutes finies et que nous devons admettre que les contradictions existant à la base même de l'expérience que va faire le prolétariat se reflètent dans la constitution de l'Etat ouvrier. Si le syndicat est reconnu comme un instrument nécessaire, même en période de transition, il est évident que ce syndicat ne peut vivre qu'à la condition qu'y soit tolérée la plus ample liberté de discussion entre tous ses membres et aussi la construction des seuls organismes pouvant refléter les idées des ouvriers, à savoir les fractions syndicales. Et dans le domaine des fractions syndicales, le parti ne devrait pas avoir, dans la Constitution, plus de droits que n'importe quel autre courant agissant au sein des ouvriers. Si l'on posait le problème en fonction du fait que les communistes ont l'Etat dans leurs mains, il s'ensuivrait inévitablement que leur position au sein des syndicats deviendrait en réalité monopoliste et qu'il serait puéril d'affirmer dans la Constitution que les organes de la répression de l'Etat ne peuvent intervenir en aucune des questions surgissant dans les syndicats. Ainsi l'on en arriverait non pas seulement à détruire notre argumentation, mais à anéantir toute possibilité de déterminer, dans n'importe quelle direction, des sauvegardes politiques : tout devant finir en une inévitable dégénérescence de l'action du prolétariat ou de son parti.

Le maintien des fractions au sein des syndicats, se justifie donc par la nécessité de ces organisations dans la période transitoire, et l'interdiction à ces fractions d'arriver au rang d'un parti politique — aussi bien, d'ailleurs, que la signification politique de ces fractions — font partie de la phase transitoire elle-même dont nous allons préciser plus encore les contours. La direction de l'Etat prolétarien par l'Internationale étant acquise, nous devons en arriver à déterminer plus exactement ce qu'est, en réalité, la dictature du parti communiste. Ce parti soulève, quant à la gestion économique et politique, un programme donné qui est soumis à la double critique et de la classe ouvrière et des événements. Il ne peut toutefois être soumis à la critique d'autres tendances politiques qui, à cette fin, mobiliseraient les ressorts de ce qu'on appelle généralement la démocratie. Cela pour des considérations principielles. Au sujet de la démocratie, reprenant les positions principielles de Marx, d'Engels, de Lénine surtout,

nous avons déjà expliqué que le jour où les conditions existeront pour l'exercice réel de la démocratie, dans son acception courante de possibilité de faire agir les majorités en même temps que de permettre aux minorités d'agir en vue de devenir majorités, ce jour-là aucune nécessité n'existera plus d'établir la société sur des bases « démocratiques », la disparition des classes permettant le libre expansion des besoins humains. Et tant qu'il y aura des classes (et elles ne disparaîtront nullement du fait du renversement de la bourgeoisie) la démocratie est plus que fiction, manifestation bruyante non de contrastes se vérifiant entre les idées des uns ou des autres, mais de contrastes de classes se vérifiant en fonction des intérêts fondamentaux de ces classes; la démocratie, dans sa version restreinte ou élargie, représente donc un mécanisme social de domination de classe.

La thèse de Rosa contre les bolchéviks affirmant que même les institutions parlementaires reflètent, aux moments révolutionnaires, les intérêts du prolétariat et peuvent même servir ce dernier, est pleinement contournée par les événements que Rosa n'eut malheureusement pas la possibilité de vivre (pour le grand bien de ses détracteurs actuels qui auraient ainsi perdu la possibilité de lutter contre le « léninisme » en vue d'ébaucher le « luxembourgeois » nouveau canal pour la corruption de la classe ouvrière). En effet, dans l'immédiat après-guerre, nous avons vu que la seule voie qui restait au capitalisme pour briser l'attaque révolutionnaire des ouvriers, c'était justement d'étendre à l'impossible la peau de sa domination parlementaire pour y attirer les ouvriers lesquels, étourdis par les concerts des Assemblées Constituantes, furent ainsi détournés de leur chemin, qui ne pouvait aboutir qu'à la condition de briser ces institutions bourgeoises. Au surplus, en Hongrie, même après la victoire sur la bourgeoisie, c'est bien le recours aux procédés parlementaires du partage du pouvoir avec la social-démocratie, qui est à la base de la victoire de la contre-révolution capitaliste. Les Parlements et les Constituantes pouvaient être utiles pour les révolutions bourgeoises devant construire leur édifice de classe et devant dissimuler aux masses la réalité de la lutte des classes pour leur faire croire que leurs intérêts et leurs volontés allaient enfin triompher. Il en est tout autrement pour le prolétariat qui n'a rien à dissimuler, qui peut ouvertement affirmer que c'est seulement une minorité (son parti) qui l'a guidé à la victoire et que c'est seulement dans la longue voie du progrès de la révolution mondiale qu'il sera possible d'habiliter la majorité et l'entièreté des masses à s'acquitter de la mission historique